

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

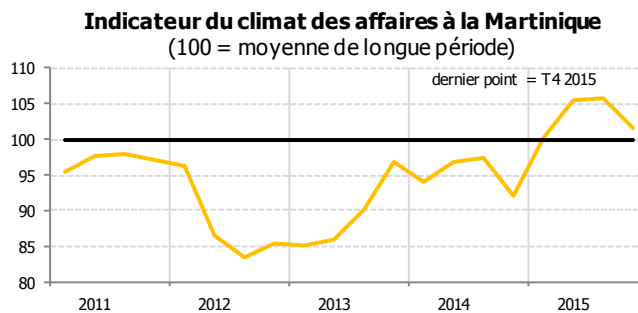
Un climat des affaires toujours bien orienté, malgré le repli de l'ICA

Au quatrième trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 101,5 points. En dépit d'une légère inflexion, par rapport au précédent trimestre (-4,3 points), il se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période, comme durant les précédents trimestres de 2015. Le recul de l'ICA est imputable aux anticipations défavorables des chefs d'entreprise pour le premier trimestre 2016, notamment en termes d'effectifs et de délais de paiement.

Globalement, le ralentissement de la croissance de l'activité observé au troisième trimestre se poursuit au quatrième trimestre. Les charges s'alourdissent mais les délais de paiement se stabilisent, alors que trésorerie et effectifs se redressent. Les prix de vente restent, pour leur part, orientés à la hausse.

De même, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise pour les douze prochains mois, quoiqu'en repli, affichent encore un niveau supérieur à la moyenne de longue période.

Enfin, pour le premier trimestre 2016, les anticipations des professionnels sont plus pessimistes. Elles font état d'une croissance nulle de l'activité et laissent entrevoir une dégradation de toutes les composantes de l'ICA, notamment des effectifs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CARAÏBE : DES PERFORMANCES HÉTÉROGÈNES MAIS GLOBALEMENT FAVORABLES

Dans son bilan économique 2015, la Banque caribéenne de développement souligne la vulnérabilité des économies caribéennes aux conditions économiques internationales. En 2015, la **Caraïbe** a pâti du ralentissement de l'économie chinoise, d'une part, et des moindres performances des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, d'autre part. Après +3,4 % en 2014, l'organisme estime la croissance du PIB dans la région à +3,1 % en 2015. Elle est plus pessimiste pour 2016, avec une prévision à seulement +0,3 %, tirée à la baisse par la récession annoncée à Trinidad et Tobago (-2,5 %), sous l'effet de la chute des cours des produits pétroliers, qui représentent environ 80 % des exportations du pays.

La banque centrale de **Barbade** évalue la croissance du PIB à +0,5 % en 2015, soutenue par le seul secteur du tourisme. Avec une hausse de 13,5 % du nombre de touristes (526 400), principalement des États-Unis (+25,3 %), du Canada (+14 %) et du Royaume-Uni (+13,4 %), l'activité du secteur rattrape, pour la première fois depuis 2007, son niveau d'avant-crise. Les réserves de devises s'inscrivent néanmoins en repli de 11,8 % en glissement annuel, pour s'établir à 463,5 millions de dollars à la fin de l'année 2015, soit une couverture représentant 14 semaines d'importations. Dans ce contexte, le taux de chômage se contracte à 11,8 % en 2015 contre 12,3 % en 2014.

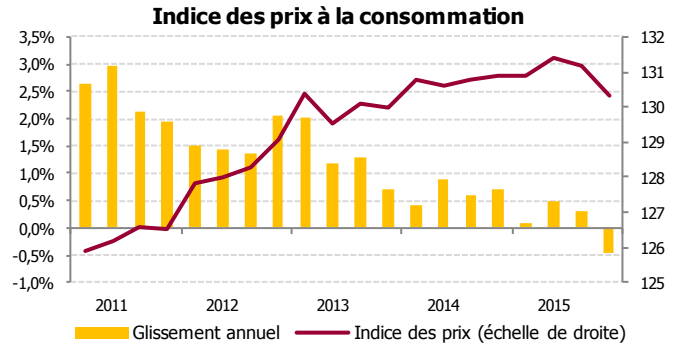
La **République dominicaine** enregistre une croissance robuste en 2015, estimée à +7 %. Dans le détail, la valeur ajoutée a augmenté de 18,2 % dans le secteur de la construction, 6,3 % dans les services (dont +9,2 % pour les activités financières et +9,1 % dans le commerce) et 5,5 % dans l'industrie manufacturière. Seule l'industrie minière est en difficulté (-6,9 %). Si la cible d'inflation à 4 % n'est pas encore atteinte, le taux d'inflation est remonté progressivement à 2,3 % à fin décembre et la banque centrale a ainsi maintenu son taux directeur à 5 % au cours des huit derniers mois.

Sources : Banque caribéenne de développement, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République dominicaine

Baisse des prix

En Martinique, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en baisse de 0,7 % au quatrième trimestre (à 130,3), sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie (-8,1 %) et des produits manufacturés (-0,9 %). À l'inverse, les prix des services progressent de 0,8 %.

Sur un an, l'IPC diminue de 0,5 %. Ce repli de l'inflation tient au recul des prix de l'énergie (-9,5 %) et des produits manufacturés (-0,8 %), qui compense le renchérissement des produits alimentaires (+1,3 %) et des services (+0,8 %).



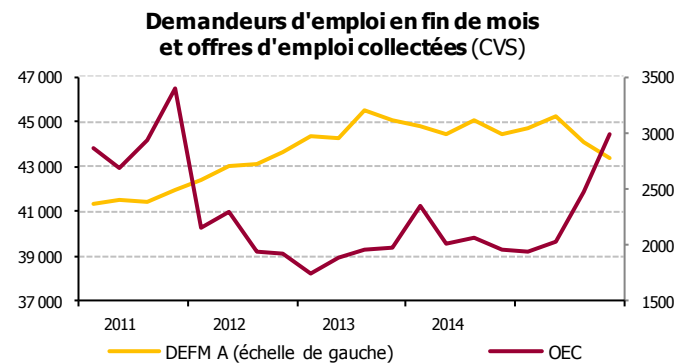
Source : INSEE

Amélioration du marché du travail

À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) enregistre une nouvelle baisse (-1,5 %) pour atteindre 43 424 (CVS). Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi affichent une croissance sensible (+21,3 %, CVS).

Sur un an, la tendance est identique. Le nombre de demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie A est en diminution (-2,3 %, CVS) alors que les offres d'emploi collectées sont en progression (+53,1 %, CVS).

Au final, l'écart entre les demandes et les offres d'emploi semble se réduire.



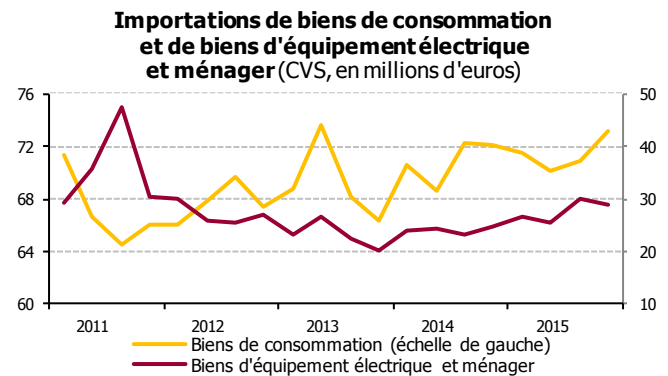
Sources : SMTF, Pôle emploi, Dares

Consommation des ménages : la reprise se confirme

Après le regain enregistré au troisième trimestre, la consommation des ménages semble bénéficier d'une nouvelle amélioration.

Le trimestre est caractérisé par une progression des importations des biens de consommation (+3,3 %, CVS), des ventes de véhicules particuliers neufs (+24,5 %, CVS), et par une croissance plus mesurée du chiffre d'affaires des hypermarchés (+0,5 %, CVS). À l'inverse, les importations de biens d'équipement électrique et ménager sont en repli (-3,0 %).

Sur un an, la tendance haussière est généralisée. Les importations de biens de consommation (+1,4 %, CVS), de biens d'équipement électrique et ménager (+17,2 %, CVS) et les ventes de véhicules de tourisme (+35,9 %, CVS) sont favorablement orientées.



Source : Douanes

Toutefois, les professionnels du secteur du commerce signalent une certaine atonie de l'activité en lien avec la contraction de la demande. Par ailleurs, les ménages semblent limiter leurs investissements. Les attestations de conformité électrique du Consuel pour les logements neufs enregistrent une baisse sur le trimestre (-5,8 %, CVS), même si elles restent favorablement orientées sur un an (+4,0 %, CVS).

Légère inflexion des prévisions d'investissement

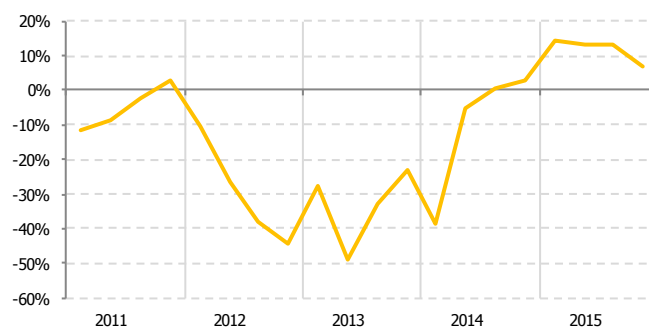
Les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise, bien qu'orientées favorablement, affichent un niveau en repli par rapport au précédent trimestre. Elles portent pour l'essentiel sur le renouvellement de matériel ou le maintien de l'outil de production mais également sur quelques projets de développement.

Les projets d'investissement concernent principalement les secteurs de l'industrie (agroalimentaires et autres industries), du BTP et du tourisme. En revanche, les intentions d'investissement dans le secteur du commerce et des services aux entreprises sont beaucoup plus modestes. Les soldes d'opinion affichent des niveaux plus proches, mais toujours inférieurs à la moyenne de longue période.

Les importations de biens d'équipement sont en croissance tant sur le trimestre (+1,4 %, CVS) qu'en glissement annuel (+14,5 %, CVS). Il en est de même pour les immatriculations de véhicules utilitaires (+2,0 %, CVS sur le trimestre et +26,0 %, CVS sur un an).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se dégradent sur le quatrième trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est stable (+0,6 %) et les impayés sur effets de commerce progressent en montant (+53,4 %), malgré une baisse en nombre (-15,1 %).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Progression des importations, hors produits pétroliers

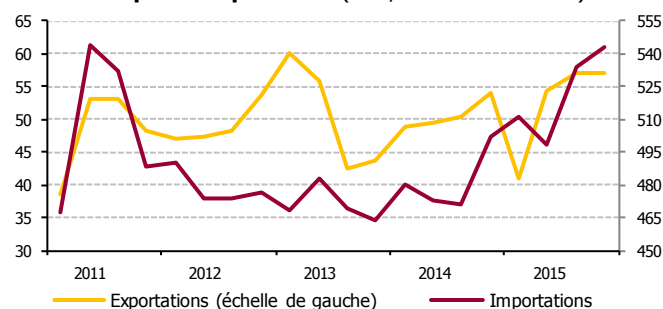
Hors produits pétroliers, les importations sont en hausse (+1,6 %, CVS) sur le trimestre, sous l'effet de la progression des importations de matériels de transport (+4,0 %, CVS) et des produits agricoles (+2,0 %).

Les exportations, hors produits pétroliers, sont stables sur le trimestre (0,0 % CVS). La baisse des exportations des produits agroalimentaires (-10,0 %, CVS) est compensée en partie par la hausse des exportations des produits agricoles (+4,0 %, CVS).

À l'inverse, les échanges extérieurs de produits pétroliers sont en recul tant à l'export (-19,9 %, CVS) qu'à l'import (-3,0 %, CVS).

La part importante des échanges liés aux produits pétroliers conduit globalement à une baisse des exportations totales tant sur le trimestre (-11,1 %, CVS) que sur un an (-20,1 %, CVS), alors que les importations se stabilisent (-0,2 % sur le trimestre et +0,6 % un an, CVS).

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

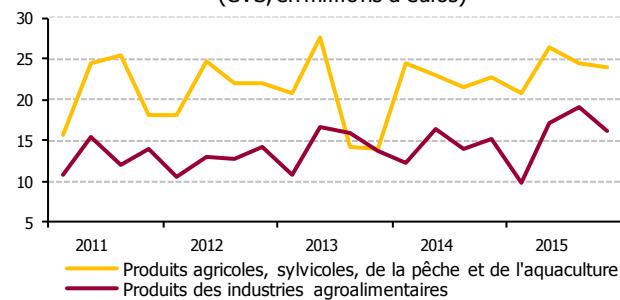
UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT AU RALENTI AVEC DES DISPARITÉS SECTORIELLES

Selon l'enquête de conjoncture, tous secteurs confondus, la croissance de l'activité apparaît plus contenue. Le niveau de la trésorerie et des effectifs se redresse, les prix restent orientés à la hausse tandis que les délais de paiement se stabilisent. En revanche, les charges se dégradent.

Par secteurs d'activité, la tendance est toutefois plus contrastée. Les industries agroalimentaires et le tourisme bénéficient d'une amélioration globale, alors que l'activité des services aux entreprises et du commerce tend à se stabiliser. Enfin, dans les secteurs du BTP et de l'industrie, le courant d'affaires est dégradé.

Les secteurs **primaire** et **agroalimentaire** enregistrent des résultats plus mitigés. Les chefs d'entreprise font état d'une activité favorablement orientée, qui s'inscrit toutefois en repli par rapport au précédent trimestre.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les abattages de viande (hors volailles) (-7,0 %, CVS) et les exportations de bananes (-1,8 %, CVS) sont en recul.

Les exportations de produits agricoles sont bien orientées (+4,0 %, CVS). En revanche, après une nette augmentation au cours des précédents trimestres, les exportations de produits agroalimentaires se contractent (-10,0 %, CVS), sous l'effet de la baisse de la production et des exportations de rhum (respectivement -12,7 % et -13,4 %, CVS).

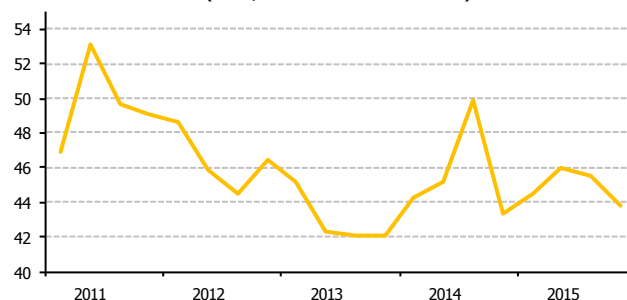
L'activité du **tourisme**, bien qu'encore fragile, semble mieux orientée : les prévisions d'investissement et la trésorerie s'améliorent nettement, mais les charges d'exploitation s'alourdissent. Pour sa part, le trafic de passagers à l'aéroport affiche une hausse sensible (+3,3 %, CVS).

Les entrepreneurs des **services aux entreprises** font état d'une stabilisation de l'activité. Les délais de paiement s'améliorent, mais les charges se dégradent et la trésorerie parvient tout juste à se maintenir à l'équilibre. En revanche, les carnets de commandes laissent entrevoir une stabilisation voire une amélioration du courant d'affaires dans les mois à venir.

En dépit d'indicateurs favorables de la consommation des ménages, les acteurs du secteur du **commerce** considèrent que l'activité est atone.

Le courant d'affaires se détériore dans le **BTP**. Les ventes de ciment sont en repli sur le trimestre (-3,7 %, CVS). Dans le détail, les ventes en vrac (généralement destinées aux grands chantiers) sont en recul (-4,3 %, CVS), tout comme les ventes en sacs (plutôt destinées à la construction privée) (-6,0 %, CVS). La conjoncture apparaît défavorable, comme le confirme la baisse du nombre d'attestations de conformité de logements neufs (-5,8 %, CVS).

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

Enfin, dans le secteur **industriel**, les professionnels déclarent faire face à un nouveau repli de l'activité et une dégradation des charges, de la trésorerie et des délais de paiement. Seules les prévisions d'investissement sont en hausse, mais elles traduisent probablement l'impérieuse nécessité de renouveler du matériel.

ÉCONOMIE MONDIALE : DÉGRADATION DES PERSPECTIVES

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a, par conséquent, abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Après une année 2014 décevante marquée par la stabilité de l'activité, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2015 (+0,6 %) et 2016 (+1,0 %).

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %), tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015 puis à +6,3 % en 2016. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA